

Démission de Shinzô ABE : fin d'un long règne à l'héritage incertain

Jean-Yves Colin, chercheur associé à Asia Centre.

Le Premier Ministre japonais Shinzô ABE (65 ans) a annoncé sa démission ce vendredi 28 août, mettant ainsi un terme à une période de gouvernement libéral-démocrate de près de 8 ans depuis les élections législatives de décembre 2012. Cette démission fait suite à des examens médicaux réalisés dès juin dernier et renouvelés à la mi-août. Des problèmes de santé de même nature avaient déjà mis un terme à un premier mandat de Premier Ministre en 2006-2007 qui n'avait d'ailleurs pas laissé un souvenir positif à une majorité de japonais. Il a néanmoins annoncé rester en poste jusqu'à la désignation de son successeur.

Il n'est d'abord pas inutile de noter que cette démission se déroule dans un contexte de transparence. Ceci est à l'honneur du Japon et de Shinzô ABE. C'est en contraste avec ce qui se passe souvent dans des régimes autoritaires et parfois dans certains pays démocratiques. Les difficultés de santé du Premier Ministre n'ont pas été cachées, les visites à l'Hôpital de l'université de Keio ont été publiques et la décision de Shinzô ABE rapide.

Abe était revenu au pouvoir à la fin 2012 suite à la désillusion de l'électorat qui avait donné au Parti démocrate japonais (PDJ) le pouvoir en 2009 mais qui n'avait pas considéré tenues les promesses de réforme des politiques publiques et des modes de gouvernement du Parti libéral-démocrate (PLD). L'échec de l'expérience sociale-démocrate avait été amplifié par le tremblement de terre, le tsunami et l'accident nucléaire de Fukushima de mars 2011.

En mars 2013, Shinzô ABE avait situé ses ambitions à un niveau élevé devant la Diète en disant : « nous devons nous inspirer de la force des réformateurs de Meiji ». Il bénéficiait alors d'un soutien de l'opinion publique de plus de 60% et si celui-ci a ensuite décru, il a gagné toutes les élections nationales des années suivantes tout en affirmant de plus en plus son emprise sur le PLD et modifié l'organisation gouvernementale en renforçant le poids de son cabinet, de quelques principaux ministres, au détriment des autres ministres.

En 2020, le Premier Ministre a partiellement perdu cette confiance. Une partie de l'opinion lui a reproché la gestion de la pandémie du Covid-19, en particulier un manque d'anticipation. Ceci peut d'ailleurs s'expliquer par le fait que, comme les pays européens, le Japon n'a pas été victime du SRAS et du MERS à la différence de la Corée du Sud et de Taiwan, une impréparation de la politique de santé publique et une gestion au jour le jour chaotique reflétant des difficultés administratives et des tensions avec les gouverneurs des grandes préfectures du Japon. Cette situation est en partie due à la volonté de Shinzô ABE de garder possible la tenue des Jeux Olympiques de l'été 2020. Ceux-ci ont finalement été reportés à l'année 2021. Abe a aussi voulu préserver l'économie nippone des conséquences d'un état de complet confinement. Au total les chiffres relatifs à cette pandémie sont bien meilleurs au Japon qu'en Europe ou aux Amériques sans être aussi bons qu'en Corée du Sud ou Taiwan.

Pour autant près de 8 ans après son retour au pouvoir, il est clair que l'héritage de Shinzô ABE n'est pas à la hauteur des réformateurs de Meiji sans être insignifiant.

Les japonais attendaient surtout une capacité à relancer l'économie et réformer les structures économiques et sociales du Japon après ce qu'il a été convenu d'appeler les « décennies perdues » qui ont suivi l'éclatement de la bulle financière des années 1980. Le Premier Ministre avait alors lancé une politique qui a pris le nom d'« Abenomics » reposant sur trois « flèches » : une politique monétaire toujours plus accommodante de la Banque du Japon déjà engagée après la crise financière des années 2007-2008 et ensuite reprise par les principales banques centrales du monde ; une augmentation des investissements publics et des dépenses publiques, notamment sociales ; et enfin des réformes structurelles financières, sociales et sociétales. De fait les Abenomics se sont transformés en un habillage contemporain des vieilles recettes des gouvernements japonais de l'après-guerre de l'Etat entrepreneur et de l'augmentation de la dette publique, avec une relative perte d'indépendance de la banque centrale. Les Abenomics ont connu une réelle dynamique pendant les premières années des gouvernements ABE, avec surtout une remontée des indices boursiers traduisant une confiance retrouvée des milieux d'affaires et les tendances mondiales, mais cette dynamique s'est ensuite essoufflée et les Abenomics ont paru s'enliser dès 2015. De plus Shinzô ABE a paru lâcher prise sur l'économie, laissant la main à la Banque du Japon et aux ministères chargés de l'économie et des finances. Si des réformes financières ont été accomplies, celles dans le domaine sociétal ont paru bien timides. De plus les Abenomics se heurtaient à des tendances lourdes comme le recul démographique, le vieillissement de la population et une inclination au conservatisme et au rejet du changement. Il s'est alors davantage consacré à ses projets de réforme constitutionnelle et de modernisation de la défense nationale. Ceux-ci n'avaient pas été ignorés lors des élections de 2012 et ne le furent pas davantage dans les élections suivantes, mais n'avaient pas retenu de la part des électeurs le même degré d'attention que ceux relatifs à l'économie.

Si les projets du Premier Ministre de réformer la constitution pacifique de l'après-guerre et de mettre en place des forces militaires allant au-delà des Forces d'Auto Défense actuelles ont été contestés, il faut cependant lui faire crédit d'avoir cherché à tenir compte des changements en cours qui affectent le Japon. Il a été particulièrement attentif à adapter son pays à trois grands défis :

- l'hégémonie de la Chine, tant dans les domaines économique et géo-stratégique, reléguant le Japon au rang de seconde puissance en Asie-Pacifique après avoir longtemps été un modèle développement
- le risque d'un éloignement des Etats-Unis, voire d'un isolationnisme, que Shinzô ABE a tenté de contenir par une présence rapprochée avec Donald Trump sans nécessairement plus de réussite que ses homologues étrangers
- et la montée en puissance de compétiteurs comme l'Inde ou la Corée du Sud.

Ce projet d'adapter le Japon aux nouveaux équilibres des pouvoirs et nations n'a pas toujours été compris d'une partie importante de la population japonaise toujours imprégnée de l'organisation du monde de l'après-guerre. Les japonais restent réticents à l'idée d'abandonner le pacifisme ambiant qui a dominé cette période, et surtout sensibles aux questions de politique intérieure.

Il est à ce stade difficile de prévoir les effets de la démission du Premier Ministre sur les relations avec la Chine et les Etats-Unis même si on peut imaginer que le réalisme l'emportera sur l'aventurisme ; on

peut espérer que le changement de responsable du gouvernement nippon facilitera un déblocage de celles avec la Corée du Sud mais c'est loin d'être acquis ; pour le reste la continuité est probable.

Il est tout aussi délicat de déterminer quel sera le successeur de Shinzô ABE, d'abord au poste de Secrétaire-Général du PLD puis de Premier Ministre. Le PLD est une organisation faite de clans, de mouvements et d'alliances de circonstance entre « barons ». Shinzô ABE avait réussi à les dominer mais peuvent apparaître les noms d'anciens rivaux comme Shigeru ISHIBA, de personnalités portées par une vague médiatique comme la Maire de Tokyo Mme KOIKE ou l'actuel Ministre de l'Environnement Shinjiro KOIZUMI, ou d'hommes-clés du PLD comme le Ministre des Finances Tarô Asô, le directeur de cabinet Yoshihide SUGA, tous deux très proches du Premier Ministre, le « policy chief » du parti Fumio KISHIDA ou le Ministre de la Défense ex Ministre des Affaires Etrangères Taro KÔNO. Il est également possible que le prochain Premier Ministre soit un personnage de transition dans l'attente d'une stabilisation des forces politiques et d'un nouvel équilibre au sein du PLD.

En tout état de cause, Shinzô ABE aura été l'un des Premiers Ministres qui aura le plus marqué l'histoire politique contemporaine du Japon, avec Junichiro KOIZUMI pour ce début de siècle, ou plus probablement comme les Premiers Ministres YOSHIDA, KISHI, SATÔ et TANAKA dans les années de forte croissance de l'après-guerre. Il aura incarné son pays et à la différence de nombreux dirigeants nippons, était connu à l'étranger et pas seulement en Asie.